

F. 99 — 1189

[C - 99/27310]

**4 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 déterminant les critères de répartition des subventions accordées aux pouvoirs locaux occupant des agents contractuels**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux, notamment les articles 4, § 2, et 5, § 2, alinéa 3;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 déterminant les critères de répartition des subventions accordées aux pouvoirs locaux occupant des agents contractuels, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 3 décembre 1992, par les arrêtés du Gouvernement wallon des 14 janvier 1993, 3 février 1994, 6 octobre 1994, 8 décembre 1994, 30 mars 1995, 11 mai 1995, 31 octobre 1996, 27 janvier 1998, par le décret du 5 février 1998 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 1998;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 19 janvier 1999;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 25 janvier 1999;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi donné le 9 février 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 décembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 décembre 1998;

Vu l'urgence motivée par le fait que le plan d'action belge 1998 pour l'emploi, établi dans le cadre des lignes directrices européennes pour l'emploi, prévoit l'harmonisation et la simplification des différentes mesures en faveur de l'emploi, que l'Etat fédéral et les Régions sont convenus lors de la conférence interministérielle de l'emploi du 13 mai 1998 de procéder à cette harmonisation et à cette simplification et qu'il s'indique dès lors que ces mesures soient prises sans tarder pour qu'elles figurent dans l'évaluation du plan d'action belge 1998 qui sera réalisée en avril 1999 pour être présentée à la Commission européenne en juin conformément à ce que le Sommet européen de Vienne a décidé en décembre 1998;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 23 février 1999, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que la concertation prévue à l'article 6, § 3bis, 1°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles a eu lieu;

Sur la proposition du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 déterminant les critères de répartition des subventions accordées aux pouvoirs locaux occupant des agents contractuels, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 3 décembre 1992, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. Le montant de la subvention annuelle dont bénéficie le pouvoir local est de deux cent cinq mille francs si, la veille de l'entrée en vigueur de la convention visée à l'article 13 ou, en cas d'engagement ultérieur à cette date, la veille de l'engagement, l'agent contractuel subventionné est un chômeur au sens défini à l'article 5. »

**Art. 2.** Dans l'article 3, 2°, du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 8 décembre 1994 et 27 janvier 1998, les mots « article 5, 1° à 10° » sont remplacés par les mots « article 5 ».

**Art. 3.** Dans l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 8 décembre 1994 et 27 janvier 1998, les mots « article 5, 1° à 10° » sont remplacés par les mots « article 5 ».

**Art. 4.** L'article 5 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 6 octobre 1994 et 27 janvier 1998, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. Peuvent occuper un emploi d'A.C.S. les chômeurs complets indemnisés bénéficiant d'allocations de chômage ou d'attente pour tous les jours de la semaine et les personnes assimilées suivantes :

1° les chômeurs visés par l'article 30, alinéa 3, 7°, et l'article 42, § 2, 9°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;

2° les chômeurs à temps partiel visés à l'article 29 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;

3° les chômeurs percevant des indemnités de chômage à titre provisoire;

4° les travailleurs occupés en entreprise de travail adapté et les travailleurs occupés dans ces mêmes entreprises conformément à l'article 78 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;

5° les bénéficiaires d'une allocation de remplacement de revenu ou d'intégration en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés;

6° les chômeurs dont le droit au bénéfice des allocations de chômage est suspendu en application des articles 80 à 88 de l'arrêté du 25 novembre 1991 précité;

7° les chômeurs visés par les articles 89 ou 90 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;

8° les chômeurs complets indemnisés qui suivent une formation professionnelle organisée ou agréée par le FOREM, par l'Institut de Formation permanente des classes moyennes et des petites et moyennes entreprises ou par l'A.W.I.P.H.;

9° les bénéficiaires du minimum de moyens d'existence prévu par la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence et les travailleurs occupés dans le cadre des articles 60, § 7, et 61, de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale;

10° les bénéficiaires de l'aide sociale n'ayant pas droit au minimum de moyens d'existence en raison de leur nationalité et inscrits dans le registre de la population ou dans le registre des étrangers;

11° les travailleurs occupés dans le troisième circuit de travail;

12° les travailleurs occupés dans le cadre de l'arrêté royal n° 258 du 31 décembre 1983 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'assistance aux petites et moyennes entreprises;

13° les travailleurs occupés comme agent contractuel subventionné;

14° les travailleurs occupés dans le cadre du Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand;

15° les travailleurs occupés dans le cadre du décret du 19 mai 1994 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets au bénéfice des petites et moyennes entreprises;

16° les travailleurs occupés conformément au décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle;

17° les travailleurs occupés dans le cadre du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand.

La situation des personnes visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> est appréciée la veille du jour où commence l'exécution du contrat. »

**Art. 5.** L'article 6 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 6 octobre 1994 et 27 janvier 1998, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. Pour l'application des articles 3 et 4, sont assimilées à des périodes de chômage :

1° les périodes de non-paiement d'allocations de chômage ou d'attente de maximum quinze jours consécutifs, sauf s'il s'agit d'une sanction administrative ou d'une exclusion en vertu des articles 51 et 52 ou 153 à 156 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;

2° les périodes qui ont donné lieu au paiement d'une indemnité en vertu des dispositions légales ou réglementaires concernant l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité;

3° les périodes d'emprisonnement en Belgique;

4° les périodes de résidence en Allemagne d'un travailleur qui cohabite avec un Belge occupé dans le cadre du stationnement des Forces belges en Allemagne;

5° les périodes de chômage couvertes par un pécule de vacances;

6° les périodes pendant lesquelles le chômeur a suivi une formation professionnelle organisée ou agréée par le FOREM, l'Institut de formation permanente des Classes moyennes et des petites et moyennes entreprises ou par l'A.W.I.P.H.;

7° les périodes pendant lesquelles le chômeur n'a pas bénéficié d'allocations de chômage en application des articles 80 à 88 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;

8° les périodes de non-paiement du minimum de moyens d'existence ou de l'aide sociale de maximum quinze jours consécutifs;

9° les périodes de travail salarié qui, cumulées, ne dépassent pas l'équivalent de trois mois d'occupation à temps plein;

10° les périodes de travail à temps partiel;

11° les périodes d'occupation dans le cadre du troisième circuit de travail;

12° les périodes d'occupation en tant qu'agent contractuel subventionné;

13° les périodes d'occupation dans le cadre de l'arrêté royal n° 258 du 31 décembre 1983 précité;

14° les périodes d'occupation dans le cadre du Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand;

15° les périodes d'occupation dans le cadre du décret du 31 mai 1990 précité;

16° les périodes d'occupation dans le cadre du décret du 19 mai 1994 précité;

17° les périodes d'occupation en tant que travailleur occupé conformément au décret du 18 juillet 1997 précité. »

**Art. 6.** Le Ministre de l'Emploi et de la Formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

#### ÜBERSETZUNG

D. 99 — 1189

[C - 99/27310]

#### **4. MÄRZ 1999 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regional-exekutive vom 13. Juni 1991 zur Bestimmung der Kriterien für die Verteilung der Zuschüsse, die den lokalen Behörden, die Vertragspersonal beschäftigen, gewährt werden**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Königlichen Erlasses Nr. 474 vom 28. Oktober 1986 zur Errichtung eines Systems für staatlich bezuschußtes Vertragspersonal bei gewissen lokalen Behörden, insbesondere der Artikel 4, § 2 und 5, § 2, Absatz 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regional-exekutive vom 13. Juni 1991 zur Bestimmung der Kriterien für die Verteilung der Zuschüsse, die den lokalen Behörden, die Vertragspersonal beschäftigen, gewährt werden, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regional-exekutive vom 3. Dezember 1992, durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 14. Januar 1993, vom 3. Februar 1994, vom 6. Oktober 1994, vom 8. Dezember 1994, vom 30. März 1995, vom 11. Mai 1995, vom 31. Oktober 1996, vom 27. Januar 1998, durch das Dekret vom 5. Februar 1998 und durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 2. April 1998;

Aufgrund des am 19. Januar 1999 abgegebenen Gutachtens des «Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne» (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 25. Januar 1999 abgegebenen Gutachtens des «Conseil économique et social de la Région wallonne» (Sozial- und Wirtschaftsrat der Wallonischen Region);

Aufgrund des am 9. Februar 1999 abgegebenen Gutachtens des Verwaltungsausschusses des «Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi» (Gemeinschaftliches und Regionales Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung);

Aufgrund des am 8. Dezember 1998 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 9. Dezember 1998 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der Dringlichkeit, die durch die Tatsache begründet ist, daß der im Rahmen der europäischen Beschäftigungsleitlinien aufgestellte belgische Aktionsplan 1998 für die Beschäftigung eine Angleichung und eine Vereinfachung der verschiedenen Maßnahmen zugunsten der Beschäftigung vorsieht; daß der Föderalstaat und die Regionen bei der interministeriellen Konferenz über die Beschäftigung vom 13. Mai 1998 beschlossen haben, diese Angleichung und diese Vereinfachung durchzuführen und daß es infolgedessen erforderlich ist, daß diese Maßnahmen unverzüglich getroffen werden, damit sie in der Bewertung des belgischen Aktionsplans 1998 erscheinen, welche im Monat April 1999 vorgenommen wird, um der Europäischen Kommission im Monat Juni gemäß der Entscheidung des Europäischen Gipfels von Wien vom Dezember 1998 vorgestellt zu werden;

Aufgrund des am 23. Februar 1999 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats, in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 2° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, daß die in Artikel 6, § 3bis, 1° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen vorgesehene Konzertierung stattgefunden hat;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Artikel 2 des Erlasses des Wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juni 1991 zur Bestimmung der Kriterien für die Verteilung der Zuschüsse, die den lokalen Behörden, die Vertragspersonal beschäftigen, gewährt werden, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 3. Dezember 1992, wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 2 - Der Betrag des jährlichen Zuschusses, der den lokalen Behörden gewährt wird, beläuft sich auf zweihundertfünftausend BEF, wenn das bezuschußte Vertragspersonalmitglied am Tage vor dem Inkrafttreten der in Artikel 13 erwähnten Vereinbarung oder, bei einer Einstellung nach diesem Datum, am Tag vor seiner Einstellung Arbeitsloser im Sinne von Artikel 5 ist.»

**Art. 2** - In Artikel 3, 2° desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 1994 und vom 27. Januar 1998, werden die Wörter «Artikel 5, Nr. 1 bis Nr. 10» durch die Wörter «Artikel 5» ersetzt.

**Art. 3** - In Artikel 4, Absatz 1, 2° desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 1994 und vom 27. Januar 1998, werden die Wörter «Artikel 5, Nr. 1 bis Nr. 10» durch die Wörter «Artikel 5» ersetzt.

**Art. 4** - Artikel 5 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 6. Oktober 1994 und vom 27. Januar 1998, wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 5 - Die entschädigten Vollarbeitslosen, die Arbeitslosengeld oder eine Wartebeihilfe für alle Tage der Woche beziehen, sowie die folgenden gleichgestellten Personen können eine Stelle als A.C.S. besetzen:

1° die in Artikel 30, Absatz 3, 7° und in Artikel 42, § 2, 9° des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 erwähnten Arbeitslosen;

2° die in Artikel 29 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 erwähnten Teilzeitarbeitslosen;

3° die Arbeitslosen, die Arbeitslosengeld vorläufig beziehen;

4° die Arbeitnehmer, die in einem Unternehmen für angepaßte Arbeit beschäftigt sind und die Arbeitnehmer, die gemäß Artikel 78 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 in denselben Unternehmen beschäftigt sind;

5° die Empfänger einer Einkommensersatzbeihilfe oder einer Eingliederungsbeihilfe aufgrund des Gesetzes vom 27. Februar 1987 über die Behindertenbeihilfen;

6° die Arbeitslosen, deren Anrecht auf Arbeitslosengeld in Anwendung von Artikeln 80 bis 88 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 aufgehoben wurde;

7° die in Artikeln 89 oder 90 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 erwähnten Arbeitslosen;

8° die entschädigten Vollarbeitslosen, die eine Berufsausbildung ablegen, die durch das «FOREM», das Institut für ständige Ausbildung des Mittelstands und der Klein- und Mittelbetriebe oder durch die «A.W.I.P.H.» organisiert oder anerkannt ist;

9° die Empfänger des Existenzminimums, das durch das Gesetz vom 7. August 1974 zur Einführung des Rechts auf ein Existenzminimum vorgesehen ist, und die Arbeitnehmer, die im Rahmen der Artikel 60, § 7 und 61 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren beschäftigt sind;

10° die Sozialhilfeempfänger, die kein Recht auf das Existenzminimum aufgrund ihrer Staatsangehörigkeit haben und die im Bevölkerungsregister oder im Fremdenregister eingetragen sind;

11° die im dritten Arbeitsweg beschäftigten Arbeitnehmer;

12° die Arbeitnehmer, die im Rahmen des Königlichen Erlasses Nr. 258 vom 31. Dezember 1983 über die Einstellung von Arbeitslosen, die in gewisse Beistandsprojekte zugunsten von Klein- und Mittelbetrieben eingesetzt werden, beschäftigt werden;

13° die als bezuschußtes Vertragspersonalmitglied beschäftigten Arbeitnehmer;

14° die Arbeitnehmer, die im Rahmen des zwischendepartementalen Haushaltsfonds zur Förderung der Beschäftigung im nichtkommerziellen Sektor beschäftigt werden;

15° die Arbeitnehmer, die im Rahmen des Dekrets vom 19. Mai 1994 bezüglich der Einstellung von Arbeitslosen, die in gewissen Projekten zugunsten von Klein- und Mittelbetrieben eingesetzt werden, beschäftigt werden;

16° die Arbeitnehmer, die gemäß dem Dekret vom 18. Juli 1997 zur Schaffung eines beruflichen Übergangsprogramms beschäftigt werden;

17° die Arbeitnehmer, die im Rahmen des Dekrets vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nichtkommerziellen Sektor beschäftigt werden.

Die Situation der in Absatz 1 erwähnten Personen wird am Tag vor der Vertragsdurchführung bewertet.»

**Art. 5** - Artikel 6 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 6. Oktober 1994 und vom 27. Januar 1998, wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 6 – Für die Anwendung der Artikel 3 und 4 werden folgende Perioden den Arbeitslosigkeitsperioden gleichgestellt:

1° die Perioden von höchstens fünfzehn aufeinanderfolgenden Tagen, in denen kein Arbeitslosengeld oder keine Wartebeihilfe gezahlt worden ist, außer wenn es sich um eine aufgrund der Artikel 51 und 52 oder 153 bis 156 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 ausgesprochene administrative Strafe bzw. einen Ausschluß handelt;

2° die Perioden, die aufgrund der Gesetzes- oder Verordnungsbestimmungen in bezug auf die Pflichtversicherung gegen Krankheit und Invalidität zur Zahlung einer Entschädigung geführt haben;

3° die Haftzeiten in Belgien;

4° die Perioden, in denen ein Arbeitnehmer, der mit einem im Rahmen der Stationierung der Belgischen Streitkräfte in Deutschland beschäftigten Belgier zusammenlebt, in Deutschland gewohnt hat;

5° die mit Urlaubsgeld gedeckten Arbeitslosigkeitsperioden;

6° die Perioden, im Laufe deren der Arbeitslose eine Berufsausbildung ablegt, die durch das «FOREM», das Institut für ständige Ausbildung des Mittelstands und der Klein- und Mittelbetriebe oder durch die «A.W.I.P.H.» organisiert oder anerkannt ist;

7° die Perioden, im Laufe deren der Arbeitslose kein Arbeitslosengeld in Anwendung der Artikel 80bis 88 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 bezogen hat;

8° die Perioden von höchstens fünfzehn aufeinanderfolgenden Tagen, im Laufe deren kein Existenzminimum oder keine Sozialbeihilfe gezahlt worden ist;

9° die Perioden, im Laufe deren die Arbeitssuchenden als Lohnempfänger tätig gewesen sind und die insgesamt nicht mehr als drei Monaten Vollzeitbeschäftigung entsprechen;

10° die Perioden von Teilzeitbeschäftigung;

11° die Perioden von Beschäftigung im dritten Arbeitsweg;

12° die Perioden von Beschäftigung als bezuschusstes Vertragspersonalmitglied;

13° die Perioden von Beschäftigung im Rahmen des vorerwähnten Königlichen Erlasses Nr. 258 vom 31. Dezember 1983;

14° die Perioden von Beschäftigung im Rahmen des zwischendepartementalen Haushaltsfonds zur Förderung der Beschäftigung im nichtkommerziellen Sektor;

15° die Perioden von Beschäftigung im Rahmen des vorerwähnten Dekrets vom 31. Mai 1990;

16° die Perioden von Beschäftigung im Rahmen des vorerwähnten Dekrets vom 19. Mai 1994;

17° die Perioden von Beschäftigung als gemäß dem vorerwähnten Dekret vom 18. Juli 1997 beschäftigter Arbeitnehmer.»

**Art. 6** - Der Minister der Beschäftigung und der Ausbildung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 4. März 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,

beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

N. 99 — 1189

[C - 99/27310]

**4 MAART 1999. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991 tot bepaling van de verdelingsmaatstaven van de toelagen die toegekend zijn aan de plaatselijke besturen waar contractuelen tewerk zijn gesteld**

De Waalse Regering,

Gelet op het koninklijk besluit nr 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen, inzonderheid op de artikelen 4, § 2, en 5, § 2, derde lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991 tot bepaling van de verdelingsmaatstaven van de toelagen die toegekend zijn aan de plaatselijke besturen waar contractuelen te werk zijn gesteld, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 3 december 1992, bij de besluiten van de Waalse Regering van 14 januari 1993, 3 februari 1994, 6 oktober 1994, 8 december 1994, 30 maart 1995, 11 mei 1995, 31 oktober 1996, 27 januari 1998, bij het decreet van 5 februari 1998 en bij het besluit van de Waalse Regering van 2 april 1998;

Gelet op het advies van de « Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne » (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 19 januari 1999;

Gelet op het advies van de « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest), gegeven op 25 januari 1999;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), gegeven op 9 februari 1999;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 december 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 9 december 1998;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gegrond op het feit dat het Belgische actieplan 1998 inzake werkgelegenheid, dat opgemaakt is in het kader van de Europese richtlijnen inzake werkgelegenheid, voorziet in de harmonisatie en vereenvoudiging van de verschillende maatregelen inzake werkgelegenheid, dat de federale Staat en de Gewesten tijdens de interministeriële werkgelegenheidsconferentie van 13 mei 1998 beslist hebben die harmonisatie en vereenvoudiging te verwezenlijken en dat derhalve zo spoedig mogelijk maatregelen getroffen moeten worden indien ze moeten worden opgenomen in de evaluatie van het Belgische actieplan 1998, die in april 1999 zal worden doorgevoerd en in juni zal worden voorgelegd aan de Europese Commissie, overeenkomstig hetgeen werd beslist op de Europese Top van Wenen in december 1998;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 23 februari 1999, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat het overleg bedoeld in artikel 6, § 3bis, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen heeft plaatsgevonden;

Op de voordracht van de Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 2 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991 tot bepaling van de verdelingsmaatstaven van de toelagen die toegekend zijn aan de plaatselijke besturen waar contractuelen tewerk zijn gesteld, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 3 december 1992, wordt vervangen als volgt :

« Art. 2. De jaarlijkse toelage die het plaatselijk bestuur geniet, bedraagt tweehonderdvijfduizend frank als de gesubsidieerde contractueel de dag vóór de inwerkingtreding van de in artikel 13 bedoelde overeenkomst of, bij indienstneming na die datum, de dag vóór zijn indienstneming werkloos is in de zin van artikel 5. »

**Art. 2.** In artikel 3, 2°, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 8 december 1994 en 27 januari 1998, worden de termen « artikel 5, 1° tot 10° » vervangen door de termen « artikel 5 ».

**Art. 3.** In artikel 4, eerste lid, 2°, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 8 december 1994 en 27 januari 1998, worden de termen « artikel 5, 1° tot 10° » vervangen door de termen « artikel 5 ».

**Art. 4.** Artikel 5 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 6 oktober 1994 en 27 januari 1998, wordt gewijzigd als volgt :

« Art. 5. Geco-banen zijn voorbehouden aan volledig uitkeringsgerechtigde werklozen die voor elke weekdag werkloosheids- of wachtuitkeringen genieten, en aan de met hen gelijkgestelde personen, met name :

1° de werklozen bedoeld in artikel 30, derde lid, 7°, en in artikel 42, § 2, 9°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

2° de deeltijdse werklozen bedoeld in artikel 29 van bovenvermeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

3° de werklozen die voorlopig werkloosheidsuitkeringen ontvangen;

4° de werknemers die in een onderneming voor aangepast werk tewerkgesteld zijn en de werknemers die in dezelfde onderneming tewerkgesteld zijn overeenkomstig artikel 78 van bovenvermeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

5° de rechthebbenden op een inkomensvervangende of integratietegemoetkoming overeenkomstig de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten;

6° de werklozen van wie het recht op werkloosheidsuitkeringen geschorst is overeenkomstig de artikelen 80 tot 88 van bovenvermeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

7° de werklozen bedoeld in de artikelen 89 of 90 van bovenvermeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

8° de volledig uitkeringsgerechtigde werklozen die een door de « FOREM » (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), het « Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises » (Instituut voor Permanente Vorming voor de Middenstand en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen) of het « A.W.I.P.H. » (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen) georganiseerde of erkende beroepsopleiding volgen;

9° de rechthebbenden op het bestaansminimum bedoeld in de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum, alsook de werknemers tewerkgesteld in het kader van de artikelen 60, § 7, en 61 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

10° de rechthebbenden op sociale hulp die wegens hun nationaliteit geen recht hebben op het bestaansminimum en ingeschreven zijn in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister;

11° de werknemers tewerkgesteld in het derde arbeidscircuit;

12° de werknemers tewerkgesteld in het kader van het koninklijk besluit nr. 258 van 31 december 1983 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde bijstandsprojecten ten behoeve van kleine en middelgrote ondernemingen;

13° de werknemers tewerkgesteld als gesubsidieerde contractueel;

14° de werknemers tewerkgesteld in het kader van het Interdepartementaal begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector;

15° de werknemers tewerkgesteld in het kader van het decreet van 19 mei 1994 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde projecten ten bate van kleine en middelgrote ondernemingen;

16° de werknemers tewerkgesteld overeenkomstig het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma;

17° de werknemers tewerkgesteld in het kader van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat speciaal bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector.

De toestand van de in het eerste lid bedoelde personen wordt geëvalueerd op de dag voorafgaande aan die waarop het contract begint te lopen. »

**Art. 5.** Artikel 6 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 6 oktober 1994 en 27 januari 1998, wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. Voor de toepassing van de artikelen 3 en 4 worden gelijkgesteld met werkloosheidsperiodes :

1° de periodes van maximum vijftien opeenvolgende dagen waarin geen werkloosheids- of wachtuitkeringen worden betaald, behalve als het gaat om een administratieve sanctie of een uitsluiting die besloten is overeenkomstig de artikelen 51 en 52 of 153 tot 156 van bovenvermeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

2° de periodes waarvoor een uitkering werd betaald overeenkomstig de wettelijke of reglementaire bepalingen betreffende de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering;

3° de periodes van gevangenisstraf in België;

4° de verblijfperiodes in Duitsland van een werknemer die samenwoont met een Belg tewerkgesteld in het kader van de in Duitsland gelegerde Belgische strijdkrachten;

5° de door vakantiegeld gedekte werkloosheidsperiodes;

6° de periodes waarin de werknemer een door de « FOREM », het « Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises » of het « A.W.I.P.H. » georganiseerde of erkende beroepsopleiding heeft gevolgd;

7° de periodes waarin de werkloze geen werkloosheidsuitkering heeft genoten overeenkomstig de artikelen 80 tot 88 van bovenvermeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

8° de periodes van maximum vijftien opeenvolgende dagen waarin geen bestaansminimum of sociale hulp is betaald;

9° de periodes van loonarbeid die, samengevoegd, niet langer duren dan drie maanden voltijdse tewerkstelling;

10° de periodes van deeltijdse tewerkstelling;

11° de periodes van tewerkstelling in het kader van het derde arbeidscircuit;

12° de periodes van tewerkstelling als gesubsidieerde contractueel;

13° de periodes van tewerkstelling in het kader van bovenvermeld koninklijk besluit nr. 258 van 31 december 1983;

14° de periodes van tewerkstelling in het kader van het Interdepartementaal begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector;

15° de periodes van tewerkstelling in het kader van bovenvermeld decreet van 31 mei 1990;

16° de periodes van tewerkstelling in het kader van bovenvermeld decreet van 19 mei 1994;

17° de periodes van tewerkstelling als werknemer in het kader van bovenvermeld decreet van 18 juli 1997. »

**Art. 6.** De Minister van Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 maart 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE



F. 99 — 1190

[C - 99/27309]

**4 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif à l'engagement d'agents contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics et employeurs assimilés**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi-programme du 30 décembre 1988, notamment les articles 94, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 96, § 2, et 97, § 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif à l'engagement d'agents contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics et employeurs y assimilés, notamment l'article 4, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 22 janvier 1998 (I et II), 26 mars 1998 et 2 avril 1998;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 25 janvier 1999;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 9 février 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 décembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 décembre 1998;

Vu l'urgence motivée par le fait que le plan d'action belge 1998 pour l'emploi, établi dans le cadre des lignes directrices européennes pour l'emploi, prévoit l'harmonisation et la simplification des différentes mesures en faveur de l'emploi, que l'Etat fédéral et les Régions sont convenus lors de la conférence interministérielle de l'emploi du 13 mai 1998 de procéder à cette harmonisation et à cette simplification et qu'il s'indique dès lors que ces mesures soient prises sans tarder pour qu'elles figurent dans l'évaluation du plan d'action belge 1998 qui sera réalisée en avril 1999 pour être présentée à la Commission européenne en juin conformément à ce que le Sommet européen de Vienne a décidé en décembre 1998;